



CHAPITRE 66

Loi modifiant la charte de la cité de Rouyn

[Sanctionnée le 16 décembre 1954]

CHAPTER 66

An Act to amend the charter of the city of Rouyn

[Assented to, the 16th of December, 1954]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Rouyn a, par sa pétition, représenté qu'il est de l'intérêt des contribuables et de la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 17 George V, chapitre 89, soit modifiée à l'effet ci-dessous et que certains pouvoirs spéciaux lui soient accordés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenu dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1948,
c. 63,
a. 6b, aj.

1. La loi 12 George VI, chapitre 63, modifié par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 94, est de nouveau modifié, en y ajoutant, après l'article 6a, le suivant:

Annexion.

"6b. Sont par la présente loi annexés à la cité de Rouyn les lots portant les numéros six (6) et sept (7) du rang cinq (5) du canton Joannes."

1948,
c. 63,
a. 33, ab.

2. L'article 33 de la loi 12 George VI, chapitre 63, est abrogé.

Propagande.

3. Le conseil pourra, par résolution, autoriser la dépense à même le revenu général de la cité, de toute somme n'excédant pas en total cinq mille dollars par année, qu'il croira nécessaire ou utile pour annoncer ou faire connaître les avantages de la cité, ainsi que pour payer

Preamble.

WHEREAS the city of Rouyn has, by its petition, represented that it is in the interest of the ratepayers and of the proper administration of its affairs, that its charter, the act 17 George V, chapter 89, be amended as hereinafter set out, and that it be granted certain special powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The act 12 George VI, chapter 63, amended by section 1 of the act 14 George VI, chapter 94, is again amended, by adding thereto, after section 6a, the following:

1948,
c. 63,
s. 6b, added.

"6b. The lots bearing numbers six (6) and seven (7) of range five (5) of Joannes township are by this act annexed to the city of Rouyn."

Annexation.

2. Section 33 of the act 12 George VI, chapter 63, is repealed.

1948,
c. 63,
s. 33,
repealed.

3. The council may, by resolution, authorize the payment, out of the general revenue of the city, of any sums not exceeding a total of five thousand dollars per annum which it may deem necessary or useful to advertise the city or make known the advantages of the city as well

Propaganda.

le coût de réceptions officielles qu'il croira convenables de faire et celui de délégations qu'il croira utile d'envoyer.

Octrois.

Le conseil pourra, aussi, par résolution, octroyer des deniers ne devant pas dépasser la somme de cinq mille dollars annuellement pour aider dans la cité ou ailleurs:

a) aux sociétés scientifiques, artistiques, littéraires, patriotiques, sportives, agricoles ou avicoles;

b) à toutes communautés religieuses, hôpitaux, orphelinats et dispensaires;

c) à toutes institutions, associations, conférences ou organisations de charité, d'orientation, d'hygiène sociale, de tourisme, de bien-être social, moral ou physique;

d) aux associations de scouts et de guides;

e) aux foyers et maisons de refuge;

f) pour maintenir et aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques et musées publics, et contribuer à l'entretien des chemins d'hiver en dehors de la cité, le tout aux conditions que le conseil pourra imposer."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la cité.
Clôtures.

4. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant, après le paragraphe 8°, le suivant:

"8°a Pour obliger les propriétaires de clôtures construites sur leur terrain à blanchir ou peindre ces clôtures;"

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la cité.
Restau-
rants, etc.

5. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité:

a) en remplaçant le paragraphe 5°, par le suivant:

"5° Pour inspecter et réglementer la construction, l'entretien des restaurants, cafés, cafeterias, maisons de pension, salles à manger, buffets, comptoirs ou endroits quelconques où des aliments ou des breuvages sont fabriqués, préparés, embouteillés, cuits, emmagasinés, déposés, transportés, gardés, offerts en vente, vendus, livrés, ou donnés pour être consommés sur place ou ailleurs;"

b) en remplaçant le paragraphe 7°, par le suivant:

Glacières,
etc.

"7° Pour inspecter et réglementer les glacières et les établissements frigorifiques; pour réglementer la manière de couper la glace dans les limites de la municipalité,

as to pay the cost of such official receptions as it may deem advisable and that of delegations which it may deem useful to send.

The council may also, by resolution, grant moneys not to exceed the sum of five thousand dollars annually to assist, in the city or elsewhere:

a. scientific, artistic, literary, patriotic, sporting, farming or poultry associations;

b. any religious community, hospital, orphanage or dispensary;

c. any institution, association, conference or organization existing for purposes of charity, vocational guidance, social hygiene, travel or social, moral or physical welfare;

d. boy scouts and girl guides associations;

e. homes and houses of refuge;

f. to maintain or aid in the establishment and maintenance of public libraries and museums, and contribute to the up-keep of winter roads outside the city, the whole on such conditions as the council may prescribe."

Grants.

4. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after paragraph 8, the following:

"8a. To compel the owners of fences erected on their land to whitewash or paint such fences;"

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
city.

Fences.

5. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the city:

a. by replacing paragraph 5, by the following:

"5. To inspect and regulate the construction, and maintenance of restaurants, cafés, cafeterias, boarding houses, dining rooms, buffets, counters or any place where food or beverages are manufactured, prepared, bottled, cooked, stored, deposited, transported, kept, offered for sale, sold, delivered, or given for consumption on the premises or elsewhere;"

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
city.

Restau-
rants, etc.

b. by replacing paragraph 7, by the following:

"7. To inspect and regulate ice-houses and cold-storage establishments; to regulate the manner of cutting ice within the limits of the municipality, to pres-

Ice-
houses,
etc.

pour prescrire les endroits où cette glace peut être prise et pour octroyer des permis aux vendeurs de glace dans les limites de la municipalité;”;

c) en ajoutant après le paragraphe 11°, le paragraphe suivant:

Enlève-
ment des
vidanges.

“11°a Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges dans les limites de la cité, pour imposer, en vue d'en défrayer le coût, une taxe sur toute personne possédant à quel que titre que ce soit une maison ou un établissement dans ses limites, exigible même de celui qui refuserait ce service; pour prescrire la nature du matériel et les dimensions des réceptacles où doivent être déposés ces vidanges, et pour interdire à cette fin l'usage de tout réceptacle non construit conformément aux dispositions du règlement. Le taux de la taxe établie à cette fin pourra varier selon les catégories des personnes ou le genre d'établissement;”;

d) en remplaçant le paragraphe 25°, par le suivant:

Egouts,
etc., dans
les rues
privées.

“25° Pour construire ou acquérir des égouts et aqueducs dans les rues privées et les ruelles, lorsque cette construction ou cette acquisition est dans l'intérêt de la santé publique, sans être tenu de payer aucun dommage ou indemnité pour usage de telles rues ou ruelles à cause de ces travaux; et aussi pour empêcher la construction des égouts et des aqueducs, sans que les plans n'aient, au préalable, été approuvés par le conseil;”;

e) en remplaçant le paragraphe 26°, par les suivants:

Conduites
privées,
etc.

“26° Pour prescrire, notwithstanding toute autre disposition à ce contraire, que la construction des conduites privées, entrées d'eau, égouts, ainsi que leurs raccordements, avec les conduites publiques et leur entretien, devront se faire aux frais du propriétaire; prescrire la manière, les matériaux et l'époque de leur construction et des raccordements; prescrire:

a) que toute personne désirant faire tels travaux devra au préalable déposer au bureau du trésorier de la cité une somme approximativement suffisante pour pourvoir au coût de réfection de la rue et du trottoir sauf ajustement ultérieur;

b) que le coût de telle réfection de la rue, du trottoir, des raccordements et le coût de la construction des conduites

cribe the places where such ice may be taken and to license persons selling ice within the municipality;”;

c. by adding thereto, after paragraph 11, the following paragraph:

“11a. To provide for the removal of garbage within the city limits and, to defray the cost thereof, to impose a tax on every person possessing, by any title whatsoever, a house or an establishment within its limits, exigible even from those who refuse such service; to prescribe the kind of material and the dimensions of the receptacles in which such garbage must be deposited, and to prohibit the use for such purpose of any receptacle not made in accordance with the provisions of the by-law. The rate of the tax established for such purpose may vary according to the categories of persons or the nature of the establishment;”;

Garbage
removal.

d. by replacing paragraph 25, by the following:

“25. To construct or acquire drains and waterworks in private streets and lanes when required in the interest of public health, without being bound to pay any damages or compensation for the use of such streets or lanes for such work; and also to prevent the construction of drains and waterworks, unless the plans have previously been approved by the council;”;

Drains,
etc., in
private
streets.

e. by replacing paragraph 26, by the following:

“26. To prescribe, notwithstanding any other contrary provision, that the construction of private conduits, water intakes, sewers, as well as their connection with the public conduits and their maintenance, shall be done at the expense of the owner; to prescribe the manner, the materials and the time of construction thereof and of the connections; to prescribe:

Private
conduits,
etc.

a. that any person wishing to do such work must first deposit in the office of the city treasurer a sum approximately sufficient to provide for the cost of repairing the street and sidewalk, subject to adjustment later;

b. that the cost of such repairing of the street, sidewalk and connections and the cost of construction of private con-

privées et leur entretien, constitueront contre la propriété une créance au même rang que la taxe foncière;

Appareils
de sûreté.

"26^a Pour obliger tout propriétaire d'immeuble à y installer une soupape ou autre dispositif de sûreté afin d'empêcher tout refoulement des eaux d'égouts. La cité n'est pas responsable de dommages provenant d'inondations occasionnées par le défaut d'installation de soupapes ou autres dispositifs de sûreté selon un règlement fait en vertu du présent paragraphe;"

duits and their maintenance shall constitute a claim against the property ranking equally with the real estate tax.

"26a. To oblige every owner of an immoveable to instal a check-valve or other safety device therein in order to prevent any back-flow of sewage. The city shall not be liable for damages from flooding occasioned through failure to instal check-valves or other safety devices pursuant to a by-law made under this paragraph;"

Safety
device,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 428,
am. pour
la cité.

6. L'article 428 de la Loi des cités et villes modifié, pour la cité, par l'article 24 de la loi 12 George VI, chapitre 63, est de nouveau modifié, pour la cité, en y ajoutant le paragraphe suivant:

Heures de
danse, etc.

"11° Pour déterminer les heures de danse, dans les salles de danses, les cafés, les clubs, les restaurants, les auberges et les grills; pour ordonner leur fermeture entre minuit et six heures du matin; pour imposer à ces établissements l'obligation de prendre un permis ou licence sur paiement d'une somme n'excédant pas trois cents dollars, en sus d'autres taxes et licences, ou pour prohiber la danse dans les établissements susdits."

6. Section 428 of the Cities and Towns Act amended, for the city, by section 24 of the act 12 George VI, chapter 63, is again amended, for the city, by adding thereto the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 428,
am. for
city.

"11. To fix the hours for dancing, in dance halls, cafés, clubs, restaurants, inns and grills; to order their closing between midnight and six o'clock in the morning; to impose on these establishments the obligation of procuring a permit or licence on payment of a sum not exceeding three hundred dollars, in addition to other taxes and licenses, or to prohibit dancing in the aforesaid establishments."

Hours for
dancing,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

7. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant, après le paragraphe 11°, les paragraphes suivants:

Circula-
tion
fermée;

"11^a Pour interrompre, pendant une période de temps raisonnable, la circulation dans les rues de la cité, lorsqu'on exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence;

Enlève-
ment de
véhicules.

"11^b Pour enlever, et remorquer tout véhicule stationné, qui nuirait aux travaux ou opérations et au besoin le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entrepasage."

7. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after paragraph 11, the following paragraphs:

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

"11a. To interrupt, during a reasonable period of time, traffic in the streets of the city, when work on roads, including the removal and clearing of snow, is in progress there, and in all cases of emergency;

Traffic
closed;

"11b. To remove and tow any parked vehicle which would hinder the work or operations and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs."

Removal
of vehi-
cles.

S.R.,
c. 233,
a. 430a,
aj. pour
la cité

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 430, l'article suivant:

Plan de
subdivi-
sion.

"430a. Tout propriétaire de terrain désirant en disposer comme lots à bâtir,

8. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto, after section 430, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 430a,
added
for city.

"430a. Any proprietor of land wishing to dispose thereof as building lots,

Subdivi-
sion plan.

devra au préalable en faire dresser, par un arpenteur, un plan contenant toute nouvelle division, subdivision, ou resubdivision, ainsi que toute désignation ou établissement de nouvelles rues. Ce plan devra ensuite être soumis à l'approbation du conseil et ne pourra être valablement déposé suivant la loi pour faire partie du cadastre, sans cette approbation.

Lots distincts.

Aucun permis de construction ne sera accordé, à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée, ne forme un lot distinct sur le plan officiel de cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

Exception.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux dépendances d'un bâtiment principal ni aux constructions pour des fins agricoles sur des terres en culture.

"construction".

Dans les dispositions ci-dessus, le mot "construction" désigne tout bâtiment pour fins résidentielles ou commerciales ou industrielles avec dépendances.

Peine pour infraction.

Le défaut de se conformer aux prescriptions ci-dessus rend le propriétaire en défaut passible envers la cité d'une amende ne dépassant pas cinq dollars, et la cité ne pourra être tenue d'émettre aucun permis de construction sur un de ces lots tant que durera le défaut."

shall previously have a plan prepared by a land surveyor, containing every new division, subdivision or resubdivision, as well as any designation or establishment of new streets. Such plan shall then be submitted for the approval of the council and may not be validly deposited according to law to form part of the cadastre, without such approval.

No building permit shall be granted unless the ground upon which each contemplated building is to be erected forms a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

Distinct lots.

The provisions of the preceding paragraph shall not apply to dependencies of a principal building nor to buildings for agricultural purposes on lands under cultivation.

Exception.

In the foregoing provisions, the word "building" means any building for residential, commercial or industrial purposes with its dependencies.

"building".

Failure to comply with the foregoing provisions shall render the defaulting owner liable to the city to a fine not exceeding five dollars, and the city shall not be bound to issue any building permit for any such lot as long as such default shall continue."

Offence and penalty.

S.R., c. 233, a. 469, am. pour la cité.

9. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant, après le paragraphe 6°, le paragraphe suivant:

Restaurants ambulants.

"6°a Pour réglementer, prohiber ou limiter le nombre des restaurants ambulants, roulotte, servant de restaurant ou à la confection de patates frites ou autres produits alimentaires, en interdire l'exploitation dans les limites de la cité et annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la cité devra rembourser une partie du coût de la licence payée correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis;"

9. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after paragraph 6, the following paragraph:

S.R., c. 233, a. 469, am. pour la cité.

"6a. To regulate, prohibit or limit the number of itinerant restaurants, vehicles on wheels used as restaurants or for the preparation of fried potatoes or other eatables, forbid the operation thereof in the limits of the city and cancel their permits at any time. Nevertheless, in case of cancellation, the city shall remit a part of the cost of the license paid, corresponding to the period remaining to run under such permit;"

Itinerant restaurants.

S.R., c. 233, a. 472, am. pour la cité.

10. L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant, après les paragraphes 1°, le paragraphe suivant:

Nuisance.

"1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie

10. Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after paragraph 1, the following paragraph:

S.R., c. 233, a. 472, am. pour la cité.

"1a. To decree that for the owner of a vacant lot, or of one partially built upon,

Nuisance.

bâti, de laisser pousser sur ledit lot des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritrus, papiers ou bouteilles vides, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher;”.

S.R.,
c. 233,
a. 485a,
aj. pour
la cité.

11. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 485, l'article suivant:

Rôle sur
feuilles
mobiles.

“485a. Le conseil de la cité peut ordonner par résolution que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles, à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles, l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du greffier ou du secrétaire des estimateurs.

Mention.

Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle, à la condition que mention en soit fait sur chacune d'elles, sous les initiales du greffier ou du secrétaire des estimateurs.

Certificat.

Un certificat à l'effet d'identifier les dites fiches ou feuilles mobiles et d'attester la véracité des inscriptions et initiales qui s'y trouvent devra être signé par au moins deux des estimateurs et par le greffier ou le secrétaire des estimateurs, et tel certificat équivaudra à l'attestation prévue par l'article 493.”

S.R.,
c. 233,
a. 500,
remp.
pour la
cité.

12. L'article 500 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Réduction
ou aug-
mentation
de l'esti-
mation.

“500. Si, après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière acquiert une augmentation de valeur à raison de nouvelles constructions, addition ou amélioration, ou de subdivisions en lots à bâtir, dans le cas de terres en culture, ou subit une diminution de valeur soit par incendie, démolition ou pour toute autre cause, le conseil peut, s'il juge que cette augmentation ou cette diminution de valeur est d'une importance notable, ordonner à ses officiers d'augmenter ou de réduire l'estimation de telle propriété à sa valeur réelle, établir la

to allow branches, bushes or long weeds to grow there, or to leave thereon scrap iron, rubbish, refuse, paper or empty bottles, constitutes a nuisance; and to impose fines on persons who permit such nuisances to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same;”.

11. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto, after section 485, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 485a,
added
for city.

“485a. The city council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves, provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the clerk or of the secretary of the assessors.

Loose
leaves
roll.

When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made, may form part of the new roll, provided mention thereof is made on each of them under the initials of the clerk or of the secretary of the assessors.

Mention.

A certificate identifying the said index-cards or loose leaves and certifying the correctness of the entries and initials appearing thereon must be signed by at least two of the assessors and by the clerk or the secretary of the assessors, and such certificate shall be equivalent to the attestation contemplated in section 493.”

Certifi-
cate.

12. Section 500 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 500,
replaced
for city.

“500. If, after the homologation of the valuation roll, any immoveable property increases in value by reason of new constructions, additions or improvements, or of subdivision into building-lots in the case of lands under cultivation, or suffers a reduction in value whether by fire, demolition or any other cause, the council may, if it deems that such increase or reduction in value is of considerable importance, order its officers to increase or decrease the assessment of such property to its real value, and fix the rental value of any new construction, and alter accordingly, for such property, the amount

Reduction
or in-
crease in
value.

valeur locative de toute nouvelle construction, et modifier en conséquence, quant à cette même propriété, le montant des taxes imposées sur cette propriété en tenant compte toutefois de la partie de l'année déjà écoulée, en ce sens que le propriétaire intéressé ne paiera sur cette augmentation de valeur et n'aura droit à une diminution de taxes sur la diminution de valeur que pour la proportion non encore écoulée de l'année en cours. Toute telle modification du rôle est sujette à homologation par le conseil après avis de huit jours au propriétaire intéressé qui peut porter plainte et en appeler de la décision du conseil suivant la procédure indiquée dans la charte de la municipalité."

of taxes imposed thereon, taking into account, however, the portion of the year already expired, so that the proprietor concerned shall pay on such increase of value and shall have the right to a reduction of taxes on the decrease in value only for the unexpired period of the current year. Every such alteration in the roll shall be subject to homologation by the council after eight days' notice to the proprietor concerned who may file a complaint and appeal from the decision of the council according to the procedure indicated in the charter of the municipality."

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour
la cité.

13. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 526, les articles suivants:

13. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto, after section 526, the following sections:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added
for city.

Droits
annuels
ou taxes
autorisées.

"**526a.** Sans restreindre la portée de l'article 526, la cité pourra imposer et prélever les droits annuels ou taxes mentionnées à l'article 526 dans les cas suivants:

"**526a.** Without limiting the scope of section 526, the city may impose and levy the annual duties or taxes mentioned in section 526 in the following cases:

Annual
duties or
taxes au-
thorized.

Dans le cas de commerce de gazoline au détail, sur le nombre de pompes à gazoline; dans le cas de salles de billards ou de pool, sur le nombre de tables; dans le cas d'un salon de barbier, sur le nombre de chaises servant au métier de barbier; dans le cas de salon de coiffure, sur le nombre de chaises servant au métier de coiffeur; dans le cas de louage de voitures automobiles de promenade (drive yourself), sur le nombre de voitures servant audit louage; dans le cas de service de taxi, sur le nombre de taxis exploités par une même personne; dans le cas de service de camionneur, sur le nombre de camions; dans le cas de salle de quilles, sur le nombre d'allées de quilles; dans le cas d'un laitier, sur le nombre de véhicules automobiles ou à traction animale servant à la livraison du lait; dans le cas d'un boulanger, sur le nombre de véhicules à traction animale et de véhicules automobiles servant à la livraison du pain. Mais aucun de ces droits annuels ou taxes ne devra excéder la somme de trois cents dollars par année pour chacune des catégories ci-dessus mentionnées, si elles sont exploitées dans un même établissement.

In the case of retail trading in gasoline, on the number of gasoline pumps; in the case of a billiard or pool room, on the number of tables; in the case of a barber shop, on the number of chairs used in the trade; in the case of a hairdressing parlour, on the number of chairs used in the hairdressing trade; in the case of hiring out drive yourself automobiles, on the number of vehicles used for such hiring out; in the case of taxi service, on the number of taxis operated by the same person; in the case of trucking service, on the number of trucks; in the case of a bowling alley, on the number of bowling alleys; in the case of a milkman, on the number of motor or animal-drawn vehicles used for the delivery of milk; in the case of a baker, on the number of animal-drawn or motor vehicles used for the delivery of bread. But none of such annual duties or taxes shall exceed the sum of three hundred dollars per annum for each category above mentioned, provided they are operated in the same establishment.

Effet rétroactif. Les dispositions du présent article ont toujours fait partie de la charte de la cité.

The provisions of this section have always formed part of the city charter. **Retro-active effect.**

Cirques, etc. "526b. Le conseil peut déterminer, imposer et prélever sur les cirques, ménageries, spectacles, et amusements ambulants, exhibés dans la cité, pour des fins commerciales, des droits ou taxes, jour par jour, qui pourront s'élever jusqu'à cinq cents dollars pour le premier jour d'exhibition ou d'opération et jusqu'à trois cents dollars pour chaque jour subséquent.

"526b. The council may establish, impose and levy, day by day, on circuses, menageries, shows and travelling amusements and other public performances, exhibited in the city, for commercial purposes, dues or taxes up to five hundred dollars for the first day of exhibition or operation and three hundred dollars for each subsequent day. **Circuses, etc.**

Permis de construction. "526c. La cité aura également le droit de prélever sur toute personne, société ou corporation, obtenant de la cité, un permis de construction, un honoraire de un dollar par mille dollars sur le montant estimé de la construction pour laquelle le permis a été obtenu et octroyé.

"526c. The city shall also have the right to levy on any person, firm or corporation obtaining a building permit from the city, a fee of one dollar per thousand dollars on the estimated amount of the construction for which the permit was obtained and granted. **Building permit.**

Vendeurs ambulants. "526d. La cité est autorisée à imposer et prélever par règlement, de tout vendeur ambulant, vendant au détail, dans les limites de la municipalité qui n'a ni résidence ni place d'affaires dans ladite municipalité, un droit annuel de deux cents dollars pour le premier véhicule et de vingt-cinq dollars pour chacun des autres véhicules additionnels utilisés par le même vendeur. Le permis sera émis pour chaque vendeur et sera particulier à chaque véhicule; il ne sera transférable à aucune autre personne et ne pourra être utilisé sur aucun autre véhicule. Rien dans le présent article ne confère à la cité le droit d'imposer la présente taxe sur les horticulteurs, les agriculteurs et les cultivateurs en général, ainsi que sur les apiculteurs, qui vendent les produits de leurs fermes.

"526d. The city is authorized to impose and levy, by by-law, from every itinerant vender selling at retail, within the limits of the municipality and having no residence or place of business in the said municipality, an annual duty of two hundred dollars for the first vehicle and of twenty-five dollars for every other vehicle utilized by the same vender. The license shall be issued for each vender and shall be particular to each vehicle; it shall not be transferable to any other person nor shall it be used on any other vehicle. Nothing in this section shall empower the city to impose the above tax on horticulturists, farmers in general, or on apiculturists, selling products of their farms. **Itinerant vendors.**

Taxe de vente autorisée. "526e. 1. Le conseil de la cité de Rouyn peut, par règlement, imposer et prélever une taxe de vente n'excédant pas deux pour cent, de même nature, établie sur les mêmes bases, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis* (sauf l'huile à chauffage qui pourra être exemptée), que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

"526e. 1. The council of the city of Rouyn may, by by-law, impose and levy a sales tax not exceeding two per cent, of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same exemptions, *mutatis mutandis*, (except fuel oil which may be exempted) as the tax now in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments. **Sales tax authorized.**

Territoire. Ladite taxe est imposée et perçue dans les limites de la cité de Rouyn et des

The said tax shall be imposed and collected within the limits of the city of **Territory.**

cantons: Montbeillard, Beauchastel, Bel-lecombe, Joannes, Rouyn, incluant la cité de Noranda, Dufresnoy, Vaudray, Duprat et Cléricy, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Partage.

Le revenu de ladite taxe spéciale, après déduction de tous frais relatifs à son imposition et à sa perception, sera distribué et partagé de la façon suivante:

a) La taxe réellement perçue dans la municipalité du village d'Evain sera remise au conseil de cette municipalité;

b) La taxe réellement perçue dans la municipalité de la paroisse d'Evain sera remise au conseil de cette municipalité;

c) Subordonnément aux dispositions qui précèdent quant au partage de la taxe, le conseil de la cité de Rouyn est autorisé à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe spéciale dont l'imposition est permise par la présente loi.

Achats
hors du
territoire.

2. Toute personne résidant ordinairement dans le territoire ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire, doit immédiatement en faire rapport au trésorier de la cité, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à la cité, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payé, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire.

Idem.

Tout acheteur ou usager qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, prend livraison d'un bien mobilier acquis par lui pour consommation ou usage dans ledit territoire doit, à l'époque où il prend livraison, payer au trésorier de la cité une taxe égale à deux pour cent du prix de détail de ce bien. Cependant, ladite taxe ne sera pas prélevée dans le cas

Rouyn and the townships of Montbeillard, Beauchastel, Bel-lecombe, Joannes, Rouyn, including the city of Noranda, Dufresnoy, Vaudray, Duprat and Cléricy, at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under chapter 88 of the Revised Statutes of Québec, 1941, and its amendments.

The revenue from the said special tax, after deduction of all expenses connected with its imposition and collection, shall be distributed and apportioned in the following manner:

Appor-
tionment.

a. The tax actually collected within the village municipality of Evain shall be remitted to the council of such municipality;

b. The tax actually collected within the parish municipality of Evain shall be remitted to such municipality;

c. Subject to the preceding provisions respecting the apportionment of the tax, the council of the city of Rouyn is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the special tax the imposition of which is authorized by this act.

2. Every person ordinarily residing within the territory or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered there any moveable property, for consumption or use in the territory, shall immediately report the matter to the city treasurer by transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the treasurer may require and shall moreover pay to the city, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory.

Purchases
outside of
territory.

Every purchaser or user who, after the coming into force of this act, takes delivery of any moveable property acquired by him for consumption or use in the said territory shall, at the time of taking delivery, pay to the city treasurer a tax equal to two per cent of the retail price of such property. However, the said tax shall not be levied when a similar tax is also

Idem.

où une taxe semblable est également imposée dans la province de Québec sur cette vente, au bénéfice d'une autre municipalité dans laquelle ladite vente a eu lieu.

Pas de double imposition.

Il ne pourra y avoir double imposition de la taxe de vente et de la taxe d'usage ou de consommation contre la même personne relativement au même achat, usage ou consommation.

Taxe pour fins d'éducation, autorisée.

3. Les commissaires pour la municipalité scolaire de Rouyn peuvent, par résolution, imposer et prélever une taxe spéciale n'excédant pas un pour cent, pour fins d'éducation, de même nature, établie sur les mêmes bases, sauf le pourcentage de l'impôt, avec les mêmes effets et sujette aux mêmes exemptions, *mutatis mutandis* (sauf l'huile à chauffage qui pourra être exemptée), que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements.

Territoire.

Ladite taxe est imposée et perçue dans les limites de la cité de Rouyn et des cantons Montbeillard, Beauchastel, Bellecombe, Joannes, Rouyn, incluant la cité et les commissions scolaires de Noranda, Dufresnoy, Vaudray, Duprat et Cléricy, au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, avec les mêmes sanctions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec 1941, et ses amendements.

Partage.

Le revenu annuel provenant de ladite taxe, après déduction de tous frais relatifs à son imposition et à sa perception, est partagé de la façon suivante:

a) Il sera remis annuellement à chacune des commissions scolaires exerçant leur juridiction dans le territoire des cantons Montbeillard, Beauchastel, Bellecombe, Joannes, Rouyn, Dufresnoy, Vaudray, Duprat et Cléricy, un montant de cinq cents dollars. Toutefois ce montant de cinq cents dollars ne sera pas versé aux commissions scolaires catholique et protestante de la cité de Noranda, et aux syndicats d'école pour la municipalité scolaire de Rouyn;

b) La balance du produit de ladite taxe spéciale sera partagée entre Les commissaires pour la municipalité scolaire de Rouyn et Les syndicats d'écoles pour la municipalité scolaire de Rouyn, au pro-

imposed in the Province of Quebec on such sale, for the benefit of another municipality in which such sale took place.

There shall be no double imposition of the sales, use or consumption tax against the same person in respect of the same purchase, use or consumption.

No double imposition.

3. The commissioners for the school municipality of Rouyn may, by resolution, impose and levy a special tax not exceeding one per cent, for educational purposes, of the same kind, established on the same basis, save the percentage of the tax, with the same effects and subject to the same exemptions *mutatis mutandis* (except fuel oil which may be exempted) as the tax now in force and provided for in chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Tax for school purposes, authorized.

The said tax shall be imposed and collected within the limits of the city of Rouyn and the townships of Montbeillard, Beauchastel, Bellecombe, Joannes, Rouyn, including the city and the school boards of Noranda, Dufresnoy, Vaudray, Duprat and Cléricy, at the same time in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments.

Territory.

The annual revenue from the said tax, after deduction of all expenses connected with its imposition and collection, shall be apportioned in the following manner;

Apportionment.

a. An amount of five hundred dollars shall be remitted annually to each of the school boards having jurisdiction in the territory of the townships of Montbeillard, Beauchastel, Bellecombe, Joannes, Rouyn, Dufresnoy, Vaudray, Duprat and Cléricy. However, such amount of five hundred dollars shall not be paid to the Catholic and Protestant school boards of the city of Noranda, nor to the school trustees for the school municipality of Rouyn.

b. The balance of the proceeds of the said special tax shall be divided between The commissioners for the school municipality of Rouyn and The school trustees for the school municipality of Rouyn,

rata du nombre d'enfants âgés de cinq ans révolus à seize ans révolus sous la juridiction respective de chacune de ces commissions scolaires.

Défaut d'entente. A défaut d'entente entre les parties pour établir la proportion, la décision du surintendant de l'instruction publique sera définitive.

Conventions autorisées. Subordonnément aux dispositions qui précèdent quant au partage de la taxe, Les commissaires pour la municipalité scolaire de Rouyn sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe d'éducation dont l'imposition est permise par la présente loi.

Achats hors du territoire. Toute personne résidant ordinairement dans le territoire ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire, doit immédiatement en faire rapport au secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de Rouyn, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à la municipalité scolaire de Rouyn, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payé, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire.

Idem. Tout acheteur ou usager qui, après l'entrée en vigueur de la présente loi, prend livraison d'un bien mobilier acquis par lui pour consommation ou usage dans ledit territoire doit, à l'époque où il prend livraison, payer au secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de Rouyn une taxe égale à un pour cent du prix de détail de ce bien. Cependant, ladite taxe ne sera pas prélevée dans le cas où une taxe semblable est également imposée dans la province de Québec sur cette vente, au bénéfice d'une autre municipalité dans laquelle ladite vente a eu lieu.

Pas de double imposition. Il ne pourra y avoir double imposition de la taxe de vente et de la taxe d'usage ou de consommation contre la même personne relativement au même achat, usage ou consommation.

proportionately to the number of children from five years completed to sixteen years completed under the respective jurisdiction of each of such school boards.

Failing agreement between the parties for establishing the proportion, the decision of the Superintendent of Education shall be final.

Subject to the preceding provisions respecting the apportionment of the tax, The commissioners for the school municipality of Rouyn are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the education tax the imposition of which is authorized by this act.

Every person ordinarily residing within the territory or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered there any moveable property, for consumption or use in the territory, shall immediately report the matter to the secretary-treasurer of the school municipality of Rouyn, by transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the secretary-treasurer may require and shall more over pay to the school municipality of Rouyn, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory.

Every purchaser or user who, after the coming into force of this act, takes delivery of any moveable property acquired by him for consumption or use in the said territory shall, at the time of taking delivery, pay to the secretary-treasurer of the school municipality of Rouyn, a tax equal to one per cent of the retail price of such property. However, the said tax shall not be levied when a similar tax is also imposed in the Province of Quebec on such sale, for the benefit of another municipality in which such sale took place.

There shall be no double imposition of the sales, use or consumption tax against the same person in respect of the same purchase, use or consumption.

Failure to agree.

Agreements authorized.

Purchases outside territory.

Idem.

No double imposition.

Excep-
tion.

4. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas à la cité et aux commissions scolaires de Noranda tant que des taxes identiques à celles présentement prévues y seront imposées."

4. The provisions of this section shall not apply to the city and the school boards of Noranda as long as taxes identical to those actually provided for shall be imposed therein."

Excep-
tion.S.R.,
c. 233,
a. 581a,
aj. pour
la cité.

14. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 581, le suivant:

14. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto, after section 581, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 581a,
added
for city.Travaux
perma-
nents.

"**581a.** Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou une ruelle ou une partie de rue ou de ruelle, approuvée par le ministre des affaires municipales, la cité est autorisée à faire, sur sa propriété, les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins.

"**581a.** Upon petition signed by a proprietor or the proprietors representing at least two-thirds of the frontage of the land bordering on a street or lane or part of a street or lane, approved by the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to execute, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, pavings, waterworks and their connections, and other so-called permanent works, and to borrow, if need be, the amounts required for such purposes.

Perma-
nent
works.

Calcul.

Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

In calculating the two-thirds of the property bordering a street or lane as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Calcula-
tion.Cotisation
spéciale.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés conformément aux règlements de la cité et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233), et à cette fin, la cité est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer tous ces travaux.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties, in conformity with the by-laws of the city and the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233), and for such purpose, the city is authorized to borrow all the necessary money to pay for all such works.

Special
assess-
ment.Terme
des em-
prunts.

Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt et l'intérêt ne doit pas excéder cinq pour cent par année.

The term of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made and the interest shall not exceed five per cent per annum.

Term of
loans.Appro-
bation.

Ces emprunts doivent être ordonnés par règlements du conseil de la cité, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Such loans shall be ordered by by-law of the city council but without being subject to the approval of the rate-payers, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they must be approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval.

Émission
d'obligations.

Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations (debentures) ou d'actions enregistrées émises conformément aux dispositions de la charte, ou à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément à la Loi des cités et villes.

They shall be made by means of an issue of debentures or registered stock issued in accordance with the provisions of the charter, or in the absence of provisions on the subject in the charter, in accordance with the Cities and Towns Act.

Issue of
bonds.

Spécification.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de la cité, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la cité une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the city council unless a written declaration has been obtained from the city engineer under his oath of office, attesting the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.

Specification.

Prélèvement
sur
propriétaires
intéressés.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu du présent article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou actions enregistrées émises pour le paiement de ces travaux et au rachat de ces obligations et actions enregistrées à leur échéance et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la cité.

The special assessment, collected from the interested proprietors for permanent works carried out under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the debentures or registered stock issued for the payment of such works, and to redeem such debentures and registered stock at maturity, and such interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the city.

Collection
from interested
proprietors.Emprunt
aux banques.

La cité est autorisée à emprunter de la banque les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

The city is authorized to borrow from a bank the necessary money for the execution of such works. Such loan shall be reimbursed to the bank out of the proceeds of the sale of the said debentures or registered stock.

Borrowing from
banks.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces obligations doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux; toutefois, le délai pour la négociation des obligations pourra être prolongé avec l'autorisation de la Commission municipale de Québec."

Such loans and the negotiation of such debentures shall be made within the year following the completion of the works, nevertheless the delay for the negotiation of the debentures may be extended on the authorization of the Quebec Municipal Commission."

Delay.

S.R.,
c. 233,
a. 585a,
aj. pour
la cité.

15. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant, après l'article 585, le suivant:

15. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto, after section 585, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 585a,
added
for city.Travaux
d'aqueduc
et
d'égouts.

"585a. Le conseil peut décréter par règlement approuvé par les électeurs propriétaires de la cité et par le ministre des affaires municipales, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec, les travaux d'aqueduc et d'égouts nécessaires au développement général de la cité sur certaines rues, quoique la ma-

"585a. The council may order, by by-law approved by the electors who are property-owners in the city and by the Minister of Municipal Affairs, upon recommendation of the Quebec Municipal Commission, the works for the water-works and sewers required for the general development of the city on certain

Work for
water-
works and
sewers.

porité des propriétaires qui en bénéficieront n'en ait pas un besoin immédiat.

Coût défrayé par cotisations.

Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation du règlement, la négociation de l'emprunt, sont défrayés au moyen d'une cotisation sur l'évaluation de tous les immeubles taxables de la cité.

Charge sur propriétaires bénéficiaires.

Ce règlement doit décréter que le coût ou partie du coût de ces travaux est chargé aux propriétaires qui en bénéficieront et sera payable par chacun d'eux, dès qu'ils commenceront à faire usage desdits services d'aqueduc et d'égouts, au moyen d'une taxe spéciale imposée sur leurs immeubles, à raison de l'évaluation d'iceux ou autrement. Cette taxe portera intérêt à compter de l'usage que chacun fera desdits services, sera divisée en vingt versements égaux et sera prélevée pendant vingt années consécutives.

Rôle de perception.

Dès la fin des travaux un rôle de perception devra être fait selon la loi quant à sa confection, son approbation et sa contestation, s'il y a lieu, démontrant la partie de cette taxe imposée sur les immeubles des propriétaires qui bénéficieront desdits travaux lorsqu'ils en feront usage.

Taxe entrée au rôle.

Cette taxe imposée sur les immeubles qui bénéficieront desdits travaux et qui deviendra échue en vingt versements, tel que susdit, devra être entrée au rôle de perception ordinaire, chaque année, dès que les propriétaires de ces immeubles commenceront à se servir desdits services.

Emploi.

Cette taxe spéciale, dès que perçue, devra être versée au fonds d'amortissement servant à payer les remboursements annuels des emprunts payables par les propriétaires de tous les immeubles imposables de la cité."

S.R., c. 233, aa. 604a-604e, aj. pour la ville.

Fonds de roulement autorisé.

16. La Loi des cités et villes est modifiée, par la cité, en y ajoutant, après l'article 604, les articles suivants:

"604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin soit pour rencontrer les dépenses de la cité, au cours d'un exercice, en attendant la perception des revenus du

streets, although a majority of the owners who are to benefit thereby have no immediate need thereof.

The cost of such works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-law and the negotiation of the loan, shall be paid by means of an assessment based upon the valuation of all the taxable immoveables of the city.

Costs to be paid by assessment.

Such by-law shall order that the cost or part of the cost of such works is charged to the owners who are to benefit thereby and shall be payable by each of them, as soon as they start to avail themselves of the waterworks and sewerage systems, by means of a special tax imposed on their immoveables, in proportion to the valuation thereof or otherwise. Such tax shall bear interest as from the use being made of such services by each owner, shall be divided into twenty equal payments and shall be levied during twenty consecutive years.

Charge on beneficiary owners.

Upon the completion of the works a collection roll shall be made according to law as to its making, approval and contestation, if need be, establishing the portion of such tax imposed on the immoveables of the owners who will benefit by such works when they make use thereof.

Collection road.

Such tax, imposed on the immoveables benefiting by such said works and which shall become due in twenty payments, as aforesaid, shall be entered in the ordinary collection roll, each year, as soon as the owners of such immoveables start using such services.

Tax entered on roll.

Such special tax, as soon as collected, shall be paid into the sinking-fund applied to the payment of the annual reimbursements of the loans payable by the owners of all the taxable immoveables of the city."

Use.

16. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto, after section 604, the following sections:

R.S., c. 233, ss. 604a-604e, added for city.

"604a. With a view to placing at the disposal of the council the money it may need either to meet the expenses of the city during a fiscal year, pending the receipt of revenues of the same fiscal

Working-fund authorized.

même exercice, soit pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien, ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the "working fund".

Capital.

"604b. Le capital de ce fonds n'exède pas soixante-quinze mille dollars et est constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égal montant.

"604b. The capital of such fund shall not exceed seventy-five thousand dollars and is constituted, at the beginning, by the proceeds of a loan of an equal amount.

Capital.

Emprunt pour créer le fonds.

"604c. La cité est autorisée à emprunter une somme de soixante-quinze mille dollars, remboursable dans une période de quinze ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

"604c. The city is authorized to borrow a sum of seventy-five thousand dollars repayable in a period of fifteen years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveable property shall not be required.

Loan to create fund.

Emprunt de ce fonds.

"604d. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra être pour un terme excédant cinq ans. Cependant, les emprunts contractés en attendant la perception des revenus devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

"604d. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys it may need for the purposes contemplated in the foregoing section 604a. No such loan shall be for a term exceeding five years. Nevertheless the loans contracted pending the collection of revenues shall be repaid within twelve months from the date of their approval. The resolution authorizing the loan shall determine how it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the sums falling due each year. To be valid, the said loans shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission.

Loan from such fund.

Placement.

"604e. Le conseil peut affecter les deniers liquides de ce fonds pour acheter des obligations du Canada ou de la province de Québec qui resteront à l'actif dudit fonds."

"604e. The council may appropriate the liquid moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec which shall remain credited to such fund."

Investment.

Exemption de taxes autorisée.

17. Le conseil est autorisé, par règlement, à accorder une exemption de taxes

17. The council is authorized to grant, by by-law, an exemption of real

Tax exemption authorized.

foncières et une réduction de la taxe d'eau à l'Association Athlétique Rouanda Incorporée, propriétaire d'une bâtisse et de dépendances appelées "Forum" situées sur les lots numéros 315 à 328 inclusivement, 921 à 976 inclusivement, 1003 à 1016 inclusivement et actuellement employées pour des fins récréatives. Ce règlement sera en vigueur pour une période d'une année mais pourra être renouvelé d'année en année, aux conditions que le conseil pourra déterminer, tant que lesdits immeubles appartiendront aux mêmes propriétaires et serviront pour des fins récréatives, et tant que, dans l'opinion du conseil, les revenus de ladite association ne seront pas suffisants pour lui permettre de rencontrer lesdites taxes.

Exemption de taxes autorisée.

Les commissaires pour la municipalité scolaire de Rouyn sont aussi autorisés, par résolution, à accorder une exemption de taxes foncières à l'Association Athlétique Rouanda Incorporée de la même façon et aux mêmes conditions que le conseil de la cité de Rouyn.

Fonctions non incompatibles.

18. Nonobstant les dispositions de toutes lois, le fait pour un membre du conseil municipal, qui est licencié comme agent ou courtier en assurances, de retirer conjointement avec d'autres des commissions sur les primes d'assurance payées par la cité ne rend pas tel membre du conseil inhabile à remplir sa charge dans ledit conseil. Les dispositions du présent article seront considérées comme ayant fait partie de la charte de la cité et auront effet à compter du premier janvier 1950, même à l'égard des causes présentement pendantes devant les tribunaux, sauf quant aux frais de telles causes, dont il sera adjugé à la discrétion des tribunaux qui en sont saisis.

Entrée en vigueur.

19. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

estate taxes and a reduction of the water rates to the Association Athlétique Rouanda Incorporée, owner of a building and dependencies called "Forum" situated on lots numbers 315 to 328 inclusive, 921 to 976 inclusive, 1003 to 1016 inclusive, and presently used for recreational purposes. Such by-law shall be in force for a period of one year but may be renewed from year to year, on such conditions as may be determined by the council, as long as the said immovables shall belong to the same owners and shall be used for recreational purposes, and as long as, in the opinion of the council, the revenue of the said Association is not sufficient to enable it to meet the said taxes.

The commissioners for the school municipality of Rouyn are also authorized to grant, by resolution, an exemption of real estate taxes to the Association Athlétique Rouanda Incorporée in the same manner and on the same conditions as the council of the city of Rouyn.

Tax exemption authorized.

18. Notwithstanding the provisions of any law, the fact for a member of the municipal council, who is licensed as agent of insurance broker, to receive jointly with others, commissions on insurance premiums paid by the city, shall not render such member of the council unable to fulfill his office in the said council. The provisions of this section shall be considered as having formed part of the charter of the city and shall have effect as from the first of January 1950, even with respect to cases now pending before the courts, save as to the costs of such cases, which shall be adjudged at the discretion of the courts to which they are referred.

Non incompatible functions.

19. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.